APRÈS AVOIR TENU SON CONGRÈS CONSTITUTIF HIER

Jil Jadid met le cap sur les élections

Une année exactement après la tenue de sa réunion fondatrice, le parti Jil Jadid a tenu, hier, son congrès constitutif. Sofiane Djilali coordinateur de Jil Jadid, qui s'est adressé hier à près de 700 congressistes, a annoncé que la prochaine étape pour le parti en construction est de s'investir dans la préparation du prochain rendez-vous électoral.

F.-Zohra B. - Alger (Le Soir) - La journée d'hier a revêtu un cachet particulier pour les militants du jeune parti politique Jil Jadid. A la salle Cosmos de Riadh El Feth où étaient attendus initialement 500 congressistes, 700 militants du parti étaient présents. Les délégués des wilayas du pays se sont succédé tout au long de la journée pour parler de leurs motivations et des ambitions du parti.

Pour sa part, et en marge de la réunion, Sofiane Djilali nous a déclaré qu'à la suite du congrès constitutif et fort d'institutions légitimes, le parti occupera le terrain pour mettre le cap sur les éléctions. «Ce sera pour nous l'occasion de traduire sur le terrain notre discours par des actes. Nous n'ambitionnons pas d'aller vers des actions d'envergure pour l'instant mais nous demeurons motivés», a déclaré Sofiane Djilali.

Il précisera, par ailleurs, qu'après le rendez-vous électoral du 10 mai prochain, il s'agira pour les membres de Jil Jadid d'aller vers une structuration du parti. A cet effet, et selon notre interlocuteur, seront organisés des regroupements et des assemblées au niveau des communes pour arriver à la structuration adéquate. «Nous avons une image politique à défendre, et nous nous attellerons à la transmettre sur le terrain», explique M. Djilali Sofiane, notant en outre, que le congrès constitutif du parti a drainé un grand monde de personnes et connu un grand engouement au sein de la base du parti. «Pour preuve, nous nous sommes organisés pour accueillir 500 congressistes et nous nous sommes retrouvés avec 700 participants qui veulent s'investir dans notre projet. Tout le monde voulait participer au congrès, nous avons tenu le pari», confie Sofiane Djilali, soulignant, en outre, le fait que le parti souhaite démarrer ses activités dans de bonnes conditions. Le coordinateur du jeune parti expliquera, tout en félicitant ceux qui croient en Jil Jadid, que le parti, tel un nouveau-né, doit faire du chemin avant de pouvoir s'imposer. Concernant la question de la représentativité sur le terrain, il dira que le parti est en train de se construire sur des bases neuves, qu'il ambitionne d'aller de l'avant et qu'il n'est pas issu de l'effritement d'un autre parti politique. **F.-Z. B.**

Photo : Samir Sid

Sofiane Djilali (au milieu) ambitionne d'aller de l'avant.

LÉGISLATIVES

Participation limitée du PLJ

Le Parti de la liberté et de la justice (PLJ) participera aux élections législatives du 10 mai. C'est le bureau national qui en a décidé ainsi au bout de trois réunions. Une participation loin d'être optimale puisqu'elle ne concernera pas toutes les circonscriptions électorales.

M. Kebci - Alger (Le Soir) - C'est ce dont a fait part, hier samedi, le secrétaire général du parti, lors d'une rencontre avec la presse. Une participation limitée dans l'espace et qui s'inscrit dans la démarche du parti, imprégnée de prudence et du souci de ne pas brûler les étapes.

Car, comme ne manquera pas de le ressasser Mohamed Saïd, la préoccupation des promoteurs du PLJ est la construction du parti et que les législatives du 10 mai prochain sont loin de constituer une obsession ou une préoccupation majeure.

«Nous aurions aimé que le rendez-vous électoral soit décalé d'au moins six mois pour permettre aux nouveaux partis de se préparer en conséquence», dira le leader du PLJ, regrettant, au passage, «l'entêtement du pouvoir à s'en tenir à son calendrier». Ainsi, la participation du PLJ aux législatives du 10 mai prochain concernera, tout au plus, une trentaine de wilayas, «où le parti est suffisamment prêt pour mener la bataille électorale, que ce soit en termes de militants ou de logistique», comme le soulignera Mohamed Saïd.

Le bureau national du parti a donné son quitus pour 20 wilayas dans l'attente que le «sort» d'une dizaine d'autres, 11 plus exactement, soit scellé au courant de cette semaine.

Il faudra s'attendre donc, à ce que «sept à huit autres wilayas soient retenues, entre autres Béjaïa, Bouira, Boumerdès, Mascara, Tlemcen, Chlef et Aïn Defla», dira Mohamed Saïd pour qui, «au niveau des autres wilayas où le parti fera l'impasse sur ces législatives, il est question «de se préparer au mieux pour les élections locales de l'automne prochain».

Par cette participation limitée, l'ancien candidat à la présidentielle d'avril 2009 dira prémunir au mieux son parti de ce qui caractérise le «marché», des candidatures, avec la collusion des milieux des affaires et de l'argent sale avec celui du politique. Pour cela, il dit applaudir l'intention du gouvernement de revoir le régime indemnitaire des députés, l'invitant à passer à l'acte avant ces législatives, à l'effet «de limiter cette frénésie des candidatures».

Niet pour l'alliance islamiste

Au sujet de l'alliance électorale concoctée par le trio islamiste, le PLJ n'y souscrit pas, puisque, dira Mohamed Saïd, «l'urgence pour le parti est sa construction et sa structuration».

Et puis, lâchera-t-il, «notre parti ne s'inscrit pas dans une logique de camp contre un autre, du fait de sa philosophie basée sur la conciliation et non sur l'exclusion». Le patron du PLJ fera part de cette position par écrit aux initiateurs de cette démarche, au courant de cette semaine.

Conscient qu'aucun parti, voire qu'aucun courant politique ne pourra, à lui seul, se charger de la gestion des affaires du pays, Mohamed Saïd plaide pour une transition de dix ans avec, dira-t-il, «un régime parlementaire spécifique avec le maintien du Sénat et son tiers présidentiel à même de garantir la stabilité des institutions».

Une période suffisante, expliquera-t-il, «pour permettre à la classe politique de mieux se connaître, de s'admettre les uns les autres et de venir à bout des préjugés».

Concernant la hantise de la fraude qui constitue l'essentiel des préoccupations de la classe politique, Mohamed Saïd s'en tient aux engagements du président de la République et aux mesures prises par le département d'Ould-Kablia quant à la régularité du scrutin législatif.

Et d'avertir : «Pour peu que le pays ne paye chèrement sa spécificité par rapport à ce qui se passe de par le monde arabe».

Il se dit favorable à l'idée avancée par bien de partis d'une coordination trans-partisane pour la surveillance des urnes, se félicitant, au passage, de la dénonciation par des partis d'une tentative de gonflement de la liste électorale à Tindouf.

Se prévalant de ceux qui joignent l'acte à la parole, Mohamed Saïd déclarera «ne pas être partant pour ces législatives», justifiant cela par sa volonté de «concrétiser l'un des points du programme du parti ayant trait à la promotion d'une nouvelle élite politique qui, regrettera-t-il, «fait cruellement défaut présentement».

M. K.

CAMPAGNE ÉLECTORALE À TLEMCEN

Djaballah prône «une révolution par les urnes»

Après le passage discret d'Ahmed Ouyahia à Tlemcen, le leader islamiste du Front de la justice et du développement a rallié la capitale des Zianides, après avoir tenu son premier meeting à Djelfa. Au début de son intervention, Djaballah s'est efforcé d'exposer les grands axes de son nouveau parti en le présentant comme une véritable alternative. Il y a tout de même une nouveauté dans le discours de Djaballah.

Il évoque les principes contenus dans la déclaration du 1er Novembre 1954 en rappelant que le pouvoir a, depuis 1962, toujours ignoré cette plateforme qui devait garantir au peuple une justice sociale et la démocratie. Faisant allusion aux régimes totalitaires qui ont été balayés par le printemps arabe, Djaballah se dit contre toute intervention étrangère et aussi pour une solution pacifique pour le changement. «Nous voulons une révolution par les urnes», dira-t-il. Et d'ajouter que c'est la seule solution pour préserver l'unité du pays.

Tout au long de son discours, le leader islamiste a fustigé le pouvoir, qui «use de toutes les manœuvres pour se pérenniser». Se voulant pragmatique, il fera appel aux intellectuels de tous les horizons pour un changement réel, en précisant que son parti est un mouvement réformateur : «Nous refusons d'être un club politique, nous sommes un mouvement réformateur.» Tout le monde aura compris que ce message était un cri de ralliement pour la formation d'une koutla qui serait en mesure de déloger l'actuelle Alliance ; on avait remarqué la présence d'ex-militants du FLN dans la salle, ils étaient aux premiers rangs et applaudissaient à tout rompre.

Questionné sur le financement des partis islamistes par des pays étrangers, Djaballah parlera de grossiers mensonges. «Il n'y a pas l'ombre d'une vérité», dira-t-il. Et de souligner que toutes les politiques menées depuis l'indépendance ont concentré les pleins pouvoirs entre les mains d'une seule personne : le chef de l'Etat.

A une question sur les garanties données par le pouvoir pour des élections transparentes, Djaballah se montra peu confiant : «Ce ne sont que de simples promesses.»

M. Zenasni

ABOUDJERRA SOLTANI À MASCARA :

«Seul le peuple peut être garant d'élections propres et transparentes»

Le leader du MSP, Aboudjerra Soltani, est intervenu ce samedi matin à la maison de la Culture de Mascara devant un parterre de militants et sympathisants non seulement de sa formation politique mais aussi d'Ennahda et El-Islah qui constituent le regroupement islamiste.

L'orateur a, durant 40 minutes, évoqué le sujet de l'heure, à savoir les prochaines législatives, et s'est attardé sur «la nécessité de rompre avec la fraude qui hante les esprits et ne nous honore pas», dira-t-il.

Evoquant les mécanismes mis en place à travers les commissions de surveillance et autres de contrôle des élections, il saluera l'initiative tout comme il souhaitera la bienvenue aux observateurs étrangers. Néanmoins, il déclarera que personne ne peut se substituer au peuple, le seul garant d'élections propres et transparentes. Il ouvrira alors une parenthèse pour apprendre à l'assistance qu'une correspondance portant le sceau de formations politiques lui était parvenue et faisant état de 33 000 nouveaux électeurs dans la wilaya de Tindouf qui compte, dira-t-il, 80 000 habitants.

Il poursuivra en déclarant qu'il se dit çà et là que l'on achète des têtes de liste, et s'interrogera alors si la fraude a déjà commencé et que si quelqu'un qui est impliqué dans le marchandage peut-il légiférer. Abordant la place qu'occupera la femme dans l'Assemblée avec ce quota de 30%, il dira que celle-ci est l'égale de l'homme et revendique pour elle une participation de 50% non seulement dans les assemblées élues mais aussi au gouvernement.

A l'occasion de cette sortie, Aboudjerra Soltani s'est quelque peu érigé en porte-parole du regroupement islamiste du MSP, d'Ennahda et d'El Islah. «Nous représentons un courant avec un programme qui est le nôtre», dira-t-il. Et de s'attaquer aux détracteurs de celui-ci notamment certains journaux, et là, il évoque «une regrettable personnalité» qui les assimile à un moustique. «Nous ne sommes ni des fourmis, ni des éléphants mais un courant qui veut rompre avec les vicissitudes du passé», dira-t-il, en luttant contre les inégalités sociales.

A ceux qui, selon lui, ne veulent pas lâcher le morceau après avoir dirigé le pays pendant 50 ans, il dira : «Avez-vous un droit de propriété, d'exclusivité sur l'Algérie et ceci figurait-il dans le serment des chouhada.»

Reprenant ensuite le président de la République Abdelaziz Bouteflika pour qui le 10 mai sera une étape décisive pour «l'Algérie qui ne sera, dira-t-il, ni l'Egypte, ni la Tunisie, ni le Yémen, ni la Syrie». «Nous instaurerons, conclura-t-il, une démocratie made in Algeria.» Avant son intervention, les deux députés du MSP ont déclaré qu'ils ne se présenteraient pas aux prochaines législatives.

M. Meddeber